



Paris, le 5 avril 2019

Les mobilisations de salariés, jeunes, retraités ou Gilets jaunes se poursuivent, s'inscrivent dans la durée malgré toutes les mesures répressives et liberticides prises par le pouvoir. Les revendications qui s'expriment sont légitimes, et c'est dans ce contexte que les Unions Régionales Île de France (URIF) CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, avec l'UNEF et l'UNL, ont contribué aux succès des manifestations et à la grève interprofessionnelle du 19 mars dernier.

Les URIF considèrent qu'en refusant de répondre aux exigences formulées par les organisations syndicales de salariés, par les jeunes qui ont marché pour le climat, par le mouvement des Gilets jaunes..., l'exécutif s'enferme dans une dérive autoritaire.

L'adoption de la loi dite « anticasseurs » au Parlement, l'interdiction de parcours de manifestations, le recours à l'armée en renfort des compagnies de CRS, la répression antisyndicale qui s'amplifie dans une série de secteurs, etc. ces mesures témoignent d'une escalade dangereuse pour la démocratie, d'ailleurs le Conseil Constitutionnel déclare non conforme les interdictions administratives de manifester : en ce sens, les URIF décident de s'engager dans la manifestation du samedi 13 avril pour la défense de la liberté de manifester, pour le retrait de la loi dite « anticasseurs » et des mesures liberticides.

Dans ce contexte, les conclusions du « grand débat national » n'ont pour unique objet que de chercher à imposer à marche forcée des reculs sociaux d'une gravité sans précédent, en particulier en matière de services publics et de retraites, ce qui confirme que nos confédérations et organisations nationales ont eu raison de ne pas y participer.

Alors que la population souhaite légitimement bénéficier de services publics de proximité, le gouvernement envisage de supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique. Les URIF exigent le retrait du projet de loi de transformation de la fonction publique, matrice du plan « *ma santé 2022* » dans les hôpitaux et du projet de loi Blanquer pour une « *école de la confiance* » dans l'éducation, véritable application de la loi El Khomri et des ordonnances Macron dans la Fonction publique. Elles appellent à la mobilisation Fonction publique du 9 mai.

S'agissant des retraites, les URIF rappellent qu'elles se sont prononcées depuis le début pour le maintien intégral des 42 régimes de retraite existants, contre tout système universel de retraite par points qui porte en germe – entre autres – la disparition de tout âge légal de départ à la retraite. De ce fait, et en réaction aux récentes annonces gouvernementales, les URIF affirment qu'elles sont opposées à tout recul de l'âge légal de départ à la retraite et exigent le maintien de notre système solidaire par répartition.

Les URIF appellent à renforcer dès maintenant les actions en cours, notamment la mobilisation qui prend de l'ampleur dans l'enseignement et qui a abouti au succès de la mobilisation du 30 mars et de la grève du 4 avril pour le retrait du projet de loi « Blanquer ». Les URIF appuient la manifestation appelée par 9 organisations syndicales de retraités, jeudi 11 avril, notamment pour la suppression de la hausse de la CSG et la revalorisation des pensions. Les URIF confirment leurs revendications :

- **HAUSSE** immédiate du SMIC à 1800€ – **AUGMENTATION** générale des salaires et des pensions
- **REVALORISATION** immédiate du point d'indice pour les fonctionnaires
- **RÉINDEXATION** des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- **HALTE** à la répression policière – **RETRAIT** du projet de loi « anticasseurs »
- **RETRAIT** du projet de loi de transformation de la fonction publique et du plan « *ma santé 2022* »
- **ABROGATION** des lois « Rebsamen », « El Khomri », « Macron » qui cassent le droit du travail
- **NON** à l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, la sélection à l'Université
- **RETRAIT** des réformes dans l'éducation : Bac, lycée, lycée pro et projet de loi « Blanquer »
- **RETOUR** à la retraite à 60 ans et **ABANDON** de toute réforme de retraite par points

C'est sur ces bases que les URIF entendent préparer le 1^{er} mai prochain.

RDV MANIFESTATION SAMEDI 13 AVRIL – 14H RÉPUBLIQUE